

Bujumbura rejette les accusations de l'ICG au sujet de l'Accord d'Arusha

@rib News, 27/10/2012 â€“ Source XinhuaLe gouvernement burundais a rejeté vendredi un rapport de de l'ONG multinationale, International Crisis Group (ICG), sorti jeudi et qui accuse le Burundi d'être en train de perdre les acquis de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation et de ne pas respecter le système de partage du pouvoir conquis à Arusha en Tanzanie. Selon un communiqué du gouvernement burundais, l'analyse ICG sur l'application de l'Accord d'Arusha «semble anachronique» tant donné que l'environnement des négociations a évolué, en même temps que les acteurs.

«Les équilibres prévus par ces accords tant sur le plan ethnique que du genre sont rigoureusement respectés au niveau de toutes les institutions», indique le communiqué. Il y a une «tache blanche» franchie par le Burundi dans l'application de cet accord qui reste une référence dans son mode de gouvernance, poursuit le communiqué, en citant «le titre illustratif de l'équilibre genre dans toutes les institutions et les réalisations de la Commission Nationale des Terres et autres Biens (CNTB) issue de l'Accord. Dans le rejet de ces accusations, le gouvernement burundais fait allusion à l'intention voulue de l'ICG d'empêcher les bailleurs du pays de financer la mise en œuvre du Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté, 2ème génération (CSLP II). «Le gouvernement rejette et condamne les allégations de l'ICG qui semblent destinées encore une fois à distraire l'opinion au moment où le Burundi se prépare au grand rendez-vous de Genève, prévu du 29 au 30 octobre, où sera tenue une Conférence Internationale sur le Burundi avec pour thème le CSLP II», a ajouté P. Nzobonariba. Dans le communiqué, le gouvernement burundais «demande à ses partenaires de tenir compte des véritables avancées du Burundi dans son programme de reconstruction et de continuer à le soutenir surtout au cours de cette Conférence de Genève sur le CSLP II». L'Accord de paix, destiné à mettre fin au conflit au Burundi, est signé à Arusha en août 2000 sous l'égide de Nelson Mandela et entré en vigueur en novembre 2001.